



Construction en bois : les promoteurs disent chiche à Macron



Décidé à soigner la population rurale après avoir été longtemps qualifié, à tort ou à raison, de "président des villes", Emmanuel Macron s'est rendu dans les Vosges mercredi dernier, le 18 avril. En visite à la scierie de Saulxures-sur-Moselotte (Vosges), il y a annoncé son souhait de « développer » la filière bois en France, considérant qu'« il y a trop peu d'emplois créés » et appelant à « mettre en place une politique volontariste sur laquelle nous travailler avec la filière ».

Paul Jarquin, Pdg de REI Habitat, qui va répondre à un appel d'offres de Bpifrance sur la structuration d'une filière, vient également de lancer un appel à manifestation d'intérêt:

« Nous voulons, d'ici à la fin juin, créer un consortium intégrant toutes les mailles de la chaîne de valeurs : maîtres d'ouvrage-promoteurs, constructeurs-charpentiers, scieries et industriels, et le monde de l'amont forestier. »

La filière compte en effet actuellement près de 450.000 emplois en France, de même que 30% du territoire national est recouvert par de la forêt, avec des qualités environnementales indéniables : « Un arbre jeune stocke 11 fois plus de CO2 qu'un vieil arbre qui ne le stocke plus », explique le promoteur.

La France exporte son bois et construit avec... du bois importé

Déjà au Marché international des promoteurs immobiliers (Mipim) de Cannes en mars dernier, Maurice Sissoko, directeur général d'Icade Promotion et signataire d'un partenariat avec REI Habitat, considérait qu'il était « pertinent d'accompagner cette start-up dans une logique d'intérêt collectif ».

Quand le bois représente déjà 15% à 20% de la construction dans les pays scandinaves contre seulement 3% en France, il serait préjudiciable de ne pas y investir. Or, aujourd'hui, un tiers des chênes part en Chine, comme l'a rappelé le chef de l'Etat :

« On construit actuellement avec du bois importé, alors que la France a une vraie grande forêt, c'est un problème. »

Paul Jarquin confirme :

« On pourrait doubler le stockage carbone à l'échelle 2030 si l'on s'en donnait les moyens. »

Des emplois non-délocalisables

Emmanuel Macron justement entend « qu'on reboise massivement, qu'on investisse davantage » afin de « créer beaucoup d'emplois », notamment « dans la construction », d'autant que le bois est une source de travail non-délocalisable.

« C'est l'une des filières qui lie le dynamisme immobilier des métropoles et la création d'emplois localisés dans les territoires ruraux. Elle incarne vraiment la cohésion des territoires », renchérit le jeune promoteur.

Son aîné, **Philippe Zivkovic**, co-président de **Woodeum**, veut, lui aussi, croire aux promesses présidentielles :

« La filière française est en train de s'organiser. Ainsi, une première usine en lamellé croisé contrecollé de grande capacité va s'ouvrir en Vendée et on ne peut que se réjouir si l'Etat soutient les investissements et les financements du secteur.»

Le lamellé croisé contrecollé, dit aussi CLT, est un matériau six fois plus léger que le béton, créant peu de poussière sur chantier, et surtout facilitant l'acte de construire avec, par exemple sur une opération livrée à Ris-Orangis cet automne en présence du ministre de la Cohésion des territoires Jacques Mézard, un étage par semaine !

En attendant les actes de l'exécutif, REI Habitat vise les 200.000 m² à horizon printemps 2021, soit 1,2 milliard d'euros de chiffres d'affaires. Quant à **Woodeum**, il dit disposer d'un portefeuille de projets de 1,5 milliard, soit 2.000 logements, 135.000 m² de bureaux et deux hôtels.